

**Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne**

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

a.carlot@fne-mdipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

En mars la journée mondiale de l'eau est l'occasion de faire un point sur la situation actuelle de l'eau dans le monde et sur les enjeux à venir. Et les enjeux sont de taille ! Le climat change et ces modifications auront un impact très fort sur notre environnement et en particulier sur le cycle hydrologique dans les prochaines décennies. Le changement climatique est d'ailleurs déjà là même s'il est difficile de prévoir son intensité. Quelques conséquences prévisibles : hausses des températures de l'air et de l'eau, élévation du niveau de la mer, modification de la répartition des précipitations dans le temps et dans l'espace et augmentation de la fréquence des événements intenses (fortes pluies, sécheresse), réduction des débits des cours d'eau, aggravation des étiages avec la baisse de la ressource disponible... L'ONU a dévoilé un rapport particulièrement inquiétant selon lequel près de la moitié de la population mondiale - 3,6 milliards de personnes - vit dans des zones où l'eau peut manquer au moins un mois par an, un nombre qui pourrait atteindre 5,7 milliards en 2050. La vie sur Terre est menacée si nous ne respectons pas les limites de la nature avertit le Forum de l'eau de Brasilia, où un des défis mis en exergue est de cultiver sans assouffir la Terre.

Ce constat, nous, associations de la nature et de l'environnement, le partageons et le vivons au quotidien sur nos territoires et de plus en plus dans les instances auxquelles nous participons. Mais quelles solutions sont proposées, mises en avant ? Bien souvent nous sommes face à des acteurs qui restent figés sur une gestion de l'eau artificielle et bétonnée, refusant de remettre en question en profondeur nos usages de l'eau et nos impacts, ce qui nous amènerait nécessairement à changer de paradigme sur la gestion de l'eau et plus largement... Changement difficile mais oh combien nécessaire si nous souhaitons faire preuve de résilience pour survivre face à la crise de l'eau qui débute ! Nous APNE sommes convaincues depuis longtemps que c'est en s'inspirant et s'associant à la nature que nous arriveront à cela ! C'est cette vision que l'ONU a mis en avant cette année dans son dernier rapport sur la mise en valeur des ressources en eau : face aux changements climatiques et à la pression démographique qui pèsent sur les ressources en eau, elle recommande que les pays se concentrent sur les "solutions vertes", en s'inspirant de la nature plutôt que de construire de nouveaux barrages et des stations d'épuration. Le recours à des systèmes naturels ou semi-naturels offre de nombreux avantages. En plus d'améliorer la disponibilité en eau et sa qualité, il est possible d'augmenter la production agricole par hectare avec une meilleure gestion de l'eau et de nourrir ainsi plus de monde. Les infrastructures "vertes" jouent aussi sur l'érosion et la qualité des sols, la végétation, les risques de sécheresse et d'inondation, même si pour l'instant, le recours à ces solutions "reste marginal". Poursuivons et intensifions donc notre plaidoyer afin que ces solutions aient une chance de se développer dans nos territoires et ainsi voir l'avenir sous un meilleur jour que ce qui s'annonce !

Plus d'informations : www.fne-midipyrenees.fr

Revue de presse



France Nature Environnement s'attaque avec succès à la gestion de l'eau dans le Sud-Ouest—La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne installée à Tarbes dans les Hautes-Pyrénées vient d'être condamnée par la cour d'appel de Toulouse pour sa mauvaise gestion de l'eau du barrage de la Gimone. Une condamnation qui fait suite à une plainte de l'association France Nature Environnement. (france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie—

Des polluants mesurent le renouvellement des nappes phréatiques—L'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse fait appel à une méthode originale pour estimer le taux de renouvellement des nappes phréatiques. Enjeu : piloter les efforts à réaliser pour réduire les nitrates et les pesticides en surface. (actu-environnement.com - 02/03/2018)

La bataille de l'eau se durcit dans les Deux-Sèvres—Une deuxième mobilisation citoyenne était organisée dimanche 4 mars pour s'opposer au projet des réserves de substitution d'eau dans la région. Financées à 70 % par des fonds publics, les futures bassines doivent stocker 6 millions de mètres cubes d'eau prélevés dans les nappes phréatiques. Cette opération voulue par les agriculteurs adhérents de la Coop de l'Eau aurait de lourdes conséquences environnementales et économiques, selon les opposants. Julien Le Guet, membre de Bassines Non Merci !, dénonce un projet contraire à la loi-cadre européenne sur la bonne qualité de l'eau, et des prélèvements qui profiteront uniquement aux 5 % des agriculteurs raccordés, estime-t-il. Le collectif soutient un autre type d'agriculture basé sur des mesures agro-écologiques capables de conserver l'eau dans le sol, tout en mettant en valeur les productions locales. (lemonde.fr—05/03/2018)



Gard : "Face à la sécheresse, il faudra encore beaucoup de pluie" - Un mois de janvier très doux (4 °C de plus que la moyenne), un mois de février qui rime avec frisquet (2 °C de moins qu'habituellement) : ce début d'année confirme le "dérèglement climatique" observé depuis l'an dernier par Stéphane Roos, délégué territorial Météo-France Gard-Lozère. (midilibre.fr—09/03/2018)

«Le changement climatique provoque une accélération du cycle de l'eau»

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) ouvre, ce mardi, sa 47e session plénière à l'Unesco, à Paris. Quatre chercheurs spécialistes des incidences du changement climatique sur la planète répondent aux questions de «Libération». Comment le cycle de l'eau est-il affecté par le changement climatique ?

Quelles seront les régions les plus touchées ? Dans vos recherches, vous parlez de «hotspots climatiques». De quoi s'agit-il ? Le nord-ouest de l'Europe va-t-il aussi se «méditerranéiser» ? Va-t-on voir dans le futur une multiplication et une intensification des événements extrêmes liés à l'eau ? La qualité de l'eau potable risque-t-elle d'être affectée globalement ? Ces éléments dangereux vont-ils dans l'eau de notre robinet ? La montée du niveau des océans peut-elle affecter l'eau potable ? Les organismes publics ont-ils commencé à s'adapter à ces risques ? (liberation.fr—14/03/2018)



Y'a-t-il un risque pour l'eau potable en France ? REPORTAGE VIDÉO - En France l'eau du robinet est le produit alimentaire le plus contrôlé. Pourtant des centaines de milliers de français ont accès à une eau contaminée par des polluants, selon l'UFC-Que Choisir. Parmi eux, les pesticides utilisés dans l'agriculture. (lefigaro.fr—22/03/2018)



Dans le monde, de nombreux barrages sont controversés—Alors qu'ingénieurs et responsables politiques font à nouveau la course aux barrages géants, comme en Éthiopie, où le barrage « Renaissance » menace le débit du Nil, les oppositions se multiplient dans le monde. (la-croix.com—21/03/2018)

Barrages : un coup de privé dans l'eau—Mouvement de contestation à EDF ce mardi : direction et syndicats sont vent debout contre l'ouverture à la concurrence des concessions de 150 barrages hydrauliques, consentie par l'Etat sous pression bruxelloise. Ce qui inquiète aussi beaucoup dans les territoires, ce sont les autres usages de l'eau : ces millions de mètres cubes bon marché fournis à la collectivité pour l'eau potable, l'irrigation, les canons à neige... «Un opérateur privé cherchera forcément à faire un maximum d'argent sur l'eau», s'alarme Heredia de la CGT. (liberation.fr—12/03/2018)



L'eau en bouteille de plusieurs marques contaminée par des particules de plastique, selon une étude—Des chercheurs ont testé l'eau de plus de 250 bouteilles, dans neuf pays dont le Liban, l'Inde ou les Etats-Unis. Du plastique a été trouvé dans 93% de ces échantillons d'eau en bouteille de plusieurs marques comme Aqua, Aquafina, Dasani, Evian, Nestlé Pure Life ou San Pellegrino. Il s'agissait notamment de polypropylène, de nylon et de polytéréphtalate d'éthylène (PET). En moyenne, les chercheurs ont trouvé, dans chaque litre d'eau, 10,4 particules d'une taille environnant 0,10 millimètre. (francetvinfo.fr—15/03/2018)

La Terre pourrait bientôt manquer d'eau, avertit le Forum de Brasilia—L'ONU ainsi que de nombreux spécialistes et hommes politiques réunis à Brasilia ont appelé lundi à agir au plus vite pour éviter que la Terre manque d'eau, au premier jour du Forum international de l'eau. "Il n'y a tout simplement pas de temps à perdre", a dit dans son discours d'ouverture de la 8e édition du Forum le président brésilien Michel Temer. "Il y a un consensus, la vie sur Terre est menacée si nous ne respectons pas les limites de la nature". (la-croix.com—19/03/2018)



Forum de l'eau à Brasilia: cultiver sans assoiffer la Terre, un défi—Rationaliser l'usage de l'eau pour la production des aliments, au moment où la Terre a plus soif que jamais: spécialistes et hommes politiques se penchent sur la question au deuxième jour du Forum international de l'eau à Brasilia. Au lendemain de la publication d'un rapport inquiétant de l'ONU selon lequel 5,7 milliards de personnes pourraient manquer d'eau d'ici 2050, l'agriculture doit apprendre à être moins gourmande dans ce domaine. (challenges.fr—20/03/2018)



Journée mondiale de l'eau : 30% de la population mondiale n'a pas d'accès direct à l'eau potable—Jeudi 22



mars a lieu la journée mondiale de l'eau, une journée de sensibilisation autour des enjeux liés à l'eau et à sa gestion durable. Esri France publie à cette occasion, deux cartographies témoignant de l'évolution de l'accès à l'eau potable dans le monde entre 1990 et 2015. Et l'ONG Solidarités international publie son baromètre de l'eau 2018. Ce baromètre estime que d'ici 2050, 40% de la population mondiale sera confrontée à des pénuries d'eau, ce qui est déjà le cas pour 500 millions de personnes. Toujours d'ici 2050, 80% des eaux usées à l'échelle mondiale risquent

d'être libérées dans l'environnement sans traitement approprié. « A l'horizon 2050, jusqu'à 2 milliards de personnes risquent de souffrir d'une augmentation du stress hydrique. Elles pourraient être plus de 3 milliards en 2080 », souligne Solidarités international. Enfin, le baromètre indique de 90% de l'ensemble des risques naturels sont liés à l'eau et que « leur fréquence et leur intensité s'accroissent ». (environnement-magazine.fr—21/03/2018)

Les fonctionnaires de l'Environnement rejoignent le cortège du mécontentement—La fonction publique se mobilise au côté des

cheminots ce jeudi 22 mars. Et nombre d'agents du ministère de la Transition écologique vont participer aux manifestations. Pourquoi ? Ils subissent la baisse des effectifs et une dégradation des conditions de travail. Qui entraînent l'affaiblissement de la politique de l'environnement. « On le constate pour toutes les missions eau et biodiversité, il y a eu une diminution nette des postes depuis dix ans, dit Philippe Comrouze, secrétaire général de la CGT Équipement et Environnement. C'est dogmatique : il faut supprimer des personnels. »



Tant les services du ministère en lui-même (Dreal [directions régionales de l'environnement, aménagement et logement], DDT [directions départementales des territoires], Dirm [directions interrégionales de la mer]) que les établissements publics qui en dépendent (Météo France, Parcs nationaux, IGN [Institut géographique national], ONCFS [Office national de la chasse et de la faune sauvage], Agences de l'eau, etc.) sont touchés. « Dans les Agences de l'eau, on est passé d'environ 1.900 emplois en 2010 à un objectif de 1.420 emplois en 2022 », note à son tour Stéphane Stroffek, membre du bureau CGT des Agences de l'eau. Soit 25 % de postes en moins en 12 ans. Cela s'ajoute à des prélèvements sur le budget de ces agences. (reporterre.net—22/03/2018)



TRIBUNE : Apprendre à gérer l'eau d'ici 2050—Face aux dérèglements climatiques, à la multiplication attendue des «migrants climatiques», l'usage de l'eau se doit d'être raisonné. Entre étatisation et privatisation, une troisième voie est possible : celle d'une responsabilisation commune. (liberation.fr—23/03/2018)

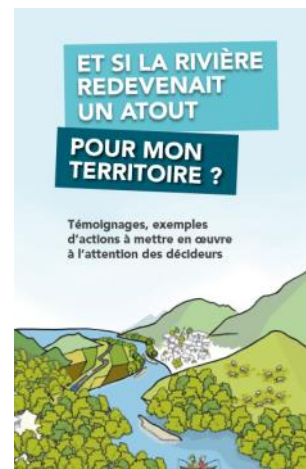
Toulouse organise ses états généraux de l'eau—Alors que le président Emmanuel Macron a appelé à l'organisation d'assises de l'eau en 2018, le collectif Ô Toulouse a lancé les siennes samedi. L'occasion de sensibiliser élus et grand public. Le collectif Ô Toulouse, un regroupement de 19 associations (dont Eau Secours 31, les Amis de la Terre, Attac...), a tiré la sonnette d'alarme sur la dégradation des réseaux d'eau potable et de collecte des eaux usées dans la Métropole. Il a décidé d'organiser des états généraux de l'eau pour une autre raison : la Métropole devra choisir fin 2018 entre une gestion privée (via un délégataire de service public, comme c'est le cas actuellement avec Veolia) et une gestion publique (régie) de l'eau et de l'assainissement pour ses 37 communes, sur la période 2020 -2031. (leparisien.fr—25/03/2018)



Documents – réglementation

Un livret sur les bénéfices de la restauration des rivières dégradées—Le comité de bassin Rhône-Méditerranée vient de publier un livret-argumentaire sur l'intérêt de restaurer les rivières « altérées par certains aménagements et activités humaines ». Ce livret est destiné aux élus et décideurs, afin d'attirer leur attention sur les bénéfices de la restauration des rivières dégradées. « Redonner aux rivières un fonctionnement naturel, c'est améliorer la qualité de l'eau, se protéger contre les crues, s'adapter au changement climatique, ramener de la biodiversité (...) mais c'est aussi penser au développement économique, au lien social et à la qualité de vie », explique notamment le comité de bassin dans un communiqué. (environnement-magazine.fr - 02/03/2018)

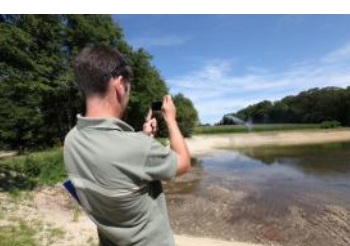
[TELECHARGER LE LIVRET](#)



Des solutions fondées sur la nature, pour une meilleure gestion de l'eau au niveau mondial—« Et si les barrages, les canaux d'irrigation et les usines de traitement des eaux n'étaient pas les seuls outils dans la gestion de l'eau ? » A l'occasion du huitième forum mondial de l'eau qui se déroule à Brasilia (Brésil) du 18 au 23 mars 2018, l'ONU publie son rapport sur la mise en valeur des ressources en eau : cette année, il est consacré aux solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau. Selon les auteurs, il s'agit de trouver un équilibre entre infrastructures « grises » et « vertes ». Ce rapport d'environ 130 pages établit donc un état des lieux des ressources mondiales en eau, de la demande, la disponibilité et la qualité des eaux, ainsi que des phénomènes extrêmes liés à l'eau et de l'état et du rôle des écosystèmes dans le cycle hydrologique. Puis les bénéfices des solutions fondées sur la nature sont détaillés, concernant la gestion de la disponibilité des ressources en eau, la gestion de la qualité de l'eau, mais aussi des risques liés à l'eau ainsi que pour le renforcement de l'approvisionnement à des fins de sécurité hydrique. (environnement-magazine.fr—19/03/2018) [ACCEDER AU RAPPORT](#)



L'Agence de l'eau RMC actualise son étude sur le changement climatique—L'Agence de l'eau Rhône-Alpes-Méditerranée (RMC) a mené une actualisation de son étude sur les incidences du changement climatique sur son bassin. C'est donc la deuxième édition, après celle de 2014. Pas de scoop, cependant, mais des données plus nombreuses, renforçant "les incidences identifiées dans le bilan des connaissances". Les pistes d'adaptations prévues restent "très pertinentes" : "retenir l'eau dans les sols, lutter contre le gaspillage, redonner de l'espace de liberté aux milieux aquatiques". Reste à réduire les incertitudes, notamment sur l'évolution des biseaux salés, l'évolution du trait de côte et la connaissance des aquifères sensibles à la diminution de la recharge pluviale. L'Agence de l'eau RMC recommande également de développer l'éco-ingénierie, qui présente moins de risques de "maladaptation" que le génie civil classique. (actu-environnement.com—08/03/2018)



Police de l'eau - Une note technique explore les pistes d'optimisation de la procédure de déclaration—Optimiser le temps passé par les agents instructeurs au titre des dossiers de déclaration relevant de la loi sur l'eau, tel est l'objectif poursuivi par une note technique en date du 5 février dernier rédigée par la direction de l'eau et de la biodiversité. Environ 10.000 dossiers sont ainsi concernés annuellement par cette procédure simplifiée, visant généralement de petits projets, pour lesquels l'impact sur les milieux aquatiques est théoriquement moindre. Parmi eux seuls certains présentent en effet des enjeux particuliers et requièrent une "vigilance accrue", selon le ministère de la Transition écologique. (caissedesdepotsdesterritoires.fr—12/03/2018)

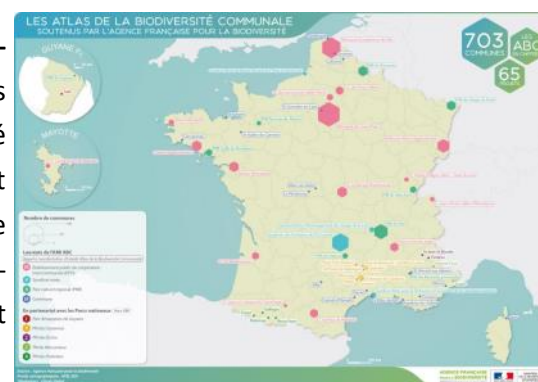
Guide technique "protection des milieux aquatiques en phase chantier"

Les milieux aquatiques sont particulièrement vulnérables lors des chantiers. Ce guide technique présente les « bonnes pratiques environnementales » liées notamment à l'anticipation des risques et à la gestion des sédiments. Issu de 2 ans de travaux de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de ses partenaires, il se nourrit de très nombreux retours d'expériences en France et à l'international. La vocation de ce guide étant opérationnelle, sa publication est accompagnée d'une formation. (afbiodiversité.fr—29/03/2018)



Les échos du bassin

Atlas de la biodiversité communale : 38 communes retenues en Adour-Garonne L'appel à manifestation d'intérêt et les partenariats avec les Parcs Nationaux lancés par l'Agence Française pour la Biodiversité à l'été 2017, ont rendu leur verdict. Sur 1000 communes candidates, 703 vont bénéficier d'un soutien financier afin de lancer une démarche d'Atlas de la Biodiversité communale (ABC) -cartographie des enjeux de biodiversité- sur leur territoire. A l'échelle d'Adour-Garonne, 38 communes ont été retenues. (eau-adour-garonne.fr—19/3/2018)





Micropolluants : la stratégie de l'Agence présentée le 29 mars— L'ASTEE Sud-Ouest organise le 29 mars à Saint-Hilaire de Lusignan (47) une journée consacrée aux « Micropolluants dans l'eau : de la stratégie à l'action ». Les objectifs de la rencontre sont multiples : définir les micropolluants, faire un état de la connaissance scientifique, profiter des retours d'expériences de collectivités, connaître les pistes d'études ou d'actions possibles... (eau-adour-garonne.fr—26/03/2018)

Préserver l'eau potable, une priorité— L'Agence finance des actions préventives auprès du monde agricole ou des collectivités, ainsi que des actions de traitement. Grâce aux Plans d'Actions Territoriaux -PAT- sur les aires d'alimentation de captage, l'accent est mis sur la protection des captages stratégiques et sur la résorption des non-conformités de l'eau distribuée. L'Agence a ainsi consacré 78 M€ d'aides à l'eau potable en 2017, notamment pour les travaux retenus dans le cadre de l'appel à projets pour la protection des captages et la qualité bactériologique de l'eau. Au titre de l'année 2017, on compte : 150 procédures de périmètres de protection ; des PAT engagés sur 100% des captages d'eau potable prioritaires ; des travaux sur 270 captages, en forte augmentation ; 190 unités de distribution non conformes supprimées. (eau-adour-garonne.fr—30/03/2018)



La vie du réseau

[Communiqué de presse] Eau détournée au profit de l'irrigation : la compagnie d'aménagement des côtes de Gascogne condamnée - La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG), qui s'est fait connaître du grand public au moment du funeste projet de « Barrage de Sivens », vient à nouveau d'être condamnée par la chambre correctionnelle de la cour d'appel de Toulouse pour sa gestion illicite du barrage de la Gimone, affluent de la Garonne. (fne.asso.fr—26/02/2018)

[Communiqué de presse] Massacre de dauphins sur les côtes françaises : l'Etat français, spectateur passif - Le dauphin commun est une espèce protégée* présente sur nos côtes, aujourd'hui gravement menacée. Chaque année, ils sont des milliers à mourir en mer à cause de la pêche dans le golfe de Gascogne. En ce début d'année, on compte déjà 300 échouages de petits cétacés morts sur la façade Atlantique, dont 80 % de dauphins communs. France Nature Environnement et ses associations s'alarment de la passivité de l'Etat français face à ce fléau et demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour stopper ce massacre. (fne.asso.fr—06/03/2018)



[Communiqué de presse] Nestlé Waters assèche les nappes de Vittel sur fond de conflit d'intérêt - La Journée mondiale de l'eau, qui se tiendra le 22 mars, est l'occasion de rappeler que l'alimentation en eau potable est l'usage le plus essentiel de l'eau. Aujourd'hui, lorsque nous ouvrons les robinets, de l'eau de bonne qualité prélevée à proximité de nos habitations s'en écoule. Mais bientôt plus à Vittel. Non, à Vittel, l'eau qui s'écoulera des robinets sera acheminée par pipeline sur des dizaines de kilomètres. France Nature Environnement tire la sonnette d'alarme : le géant international Nestlé Waters s'est approprié la ressource locale pour commercialiser de l'eau en bouteille, exportée en Allemagne. Au risque d'épuiser la nappe et au détriment des populations locales. (fne.asso.fr—20/03/2018)



Non à la pollution des eaux du Causse de Gramat par les déchets liquides du méthaniseur Bioquercy – Dites non à l'épandage de 45 000 m³ de résidus polluants sur un milieu karstique fragile, dont plusieurs centaines de parcelles situées dans le périmètre de captages d'alimentation en eau potable (AEP). [EN SAVOIR PLUS ET SIGNER](#)

Le week-end du 10 et 11 février, le Collectif Clubs Mouches 31 organisait son **deuxième salon « amical et artisanal de la pêche à la mouche artificielle »**. Des associations de protection du milieu aquatique, Des associations de défense du milieu aquatique étaient également présentes pour nous rappeler que sans une eau de bonne qualité, la pêche que nous aimons tant se fera sur un écran de télévision si les cours d'eau subissent des agressions permanentes! [Lisez le retour de l'évènement](#) et [regardez les photos](#) !



Agenda

- * **Toulouse (31)** - Les Assises Nationales Etudiantes du Développement Durable (ANEED) auront lieu le 5 avril à l'école de commerce et de management « Toulouse Business School »
- * **Toulouse (31)** - 2e Séminaire régional Eviter - Réduire - Compenser en Occitanie, le 10 avril au conseil régional d'Occitanie [Programme et inscription](#)
- * **Ariège (09)** - « État des lieux et perspectives de l'environnement en Ariège », le 5 mai organisé par l'association Le Chabot
- * **France** - Opération « Fréquence grenouille » du 1er au 31 mai organisé par les Conservatoires d'Espaces Naturels et les Réserves Naturelles
- * **Toulouse (31)** - Journée scientifique de Météo et Climat Toulouse-Occitanie ayant pour thème "Changement climatique : quels impacts et quelles adaptations pour l'agriculture en Occitanie ?", le 30 mai au Centre international de conférence de Météo-France (42 av. G. Coriolis 31057 Toulouse) [Programme et inscription](#)

